



# URGENCE SALARIALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

## le 31 mai, agissons dans l'unité !

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : cgt@inra.fr  
Le 27 mai 2011

### **En raison des choix désastreux du gouvernement, la situation salariale dans la Fonction publique atteint un niveau inégalé de dégradation.**

Pour la première fois depuis la Libération, les agents de la Fonction publique se voient imposer deux années consécutives de gel de la valeur du point d'indice. Celui-ci a perdu désormais plus de 11 % de son pouvoir d'achat depuis 2000. Sans changement de cap, elle continuera de se creuser compte tenu des prévisions d'inflation. La hausse de la cotisation retraite imposée par le gouvernement et le MEDEF va amplifier cette baisse.

Et pourtant, contre toute logique, le gouvernement s'efforce de faire croire que sa politique salariale garantirait le pouvoir d'achat des agents. Cette affirmation baroque est démentie chaque mois au bas de la fiche de paie des fonctionnaires et régulièrement contredite par les chiffres officiels !

**Le dernier Rapport annuel sur l'état de la Fonction publique établit qu'en 2008, compte tenu de l'inflation, le salaire net moyen dans la Fonction publique a baissé par rapport à 2007 (primes et promotions comprises). De même, l'INSEE estime que le salaire moyen dans les administrations publiques a baissé de 0,1% en 2010 et qu'il sera en baisse de 0,9 à la mi-2011.**

**La vérité, c'est que la politique salariale du gouvernement ampute notre pouvoir d'achat et qu'elle nie le principe de carrière et la notion même de reconnaissance des qualifications.**

La vérité, c'est que la politique globale du gouvernement rationne l'intervention publique et la met au service du profit et des plus fortunés.

Au lieu de répondre aux revendications des salariés, le gouvernement contourne l'obstacle, à l'exemple du secteur privé, où il annonce une prime dont les modalités de versement sont une véritable usine à gaz. Or, ce dont les salariés, aussi bien du public que du privé, ont besoin, ce n'est pas d'une prime sous condition et pour une minorité d'entre-eux : c'est d'une augmentation générale des salaires pérennes et conséquentes !

La posture de ce gouvernement est parfaitement cynique quand il demande aux « acteurs sociaux » de négocier et de mettre en place cette prime dont aucune organisation syndicale ne veut, et qu'il annonce, dans le même temps, le blocage des salaires des fonctionnaires pour 2011 et 2012 !

Face à cette situation, toutes les organisations syndicales de la Fonction publique, réunies le 5 mai dernier, ont dans leur ensemble réaffirmé fortement leur attachement au point d'indice, élément central et prioritaire en matière salariale dans la Fonction publique.

En effet, seule la progression du point d'indice permet véritablement de compenser l'inflation et d'assurer une réelle augmentation des salaires, pour tous les fonctionnaires et agents contractuels. **C'est pourquoi, les organisations syndicales exigent une augmentation immédiate et conséquente du point d'indice, suivi de l'ouverture d'une véritable négociation sur :**

- Les mesures de rattrapage ;
- Une revalorisation de la grille indiciaire ;
- Une amplitude salariale d'au moins 1 à 2 pour une carrière complète.

Pour ce faire, les organisations syndicales de la Fonction publique CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES, CFTC et CGC appellent l'ensemble des agents à se mobiliser fortement **le mardi 31 mai** prochain, sous toutes les formes locales ou sectorielles les plus appropriées : rassemblements, manifestations, grève...

Un préavis de grève a été déposé par l'UGFF-CGT pour l'ensemble de la Fonction publique d'Etat.